



## **Manipulation de compétitions et paris :**

### **Des menaces pour le sport canadien et l'industrie du jeu**

**Livre blanc en réponse au  
Symposium sur la manipulation de  
compétitions et les paris sportifs 2023**

**Toronto, Ontario  
30 et 31 mai 2023**

**Publié : 14 mars 2024**

McLaren Global Sport Solutions (MGSS)

Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES)

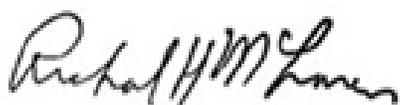


Au Canada, les paris sur un seul événement sportif et les paris accessoires sont légaux depuis l'adoption, en 2021, du projet de loi C 218. L'essor subséquent des paris sportifs, plus particulièrement des paris accessoires, accroît le risque de manipulation de compétitions, une situation qui met en péril le système sportif canadien. Selon le deuxième rapport annuel Sportradar Integrity Services, le nombre de matchs suspects a bondi de 34 % entre 2021 et 2022.

Dire que la manipulation de compétitions représente, à l'heure actuelle, la plus grande menace pour l'intégrité du sport canadien n'a rien d'exagéré. Pour faire face à cette menace grandissante, le Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES) et McLaren Global Sport Solutions (MGSS) ont tenu un symposium axé sur l'élaboration d'une riposte nationale. Le présent livre blanc fait le point sur la question et ses solutions, notamment sur le plan des politiques publiques et des cadres réglementaires pouvant protéger le sport canadien.

Si rien n'est fait, la manipulation de compétitions déferlera sur le sport canadien comme un tsunami; elle met en péril non seulement l'intégrité des compétitions, mais aussi la santé et la sécurité des athlètes et des entraîneurs. Sans politique nationale ou cadre réglementaire visant à détecter ou empêcher la manipulation, et sans formation harmonisée à l'intention des athlètes, des entraîneurs et des administrateurs sportifs sur les risques et les conséquences de la manipulation de compétitions, le Canada n'aura pas les moyens de se défendre.

Un consensus a émergé du symposium autour des principes à suivre pour déployer une stratégie nationale. Il faut prendre les devants sans tarder, et démontrer aux athlètes et aux entraîneurs que leur sécurité est la priorité. Au Canada, l'intégrité du sport ne sera pas laissée au hasard.



Richard H. McLaren, O.C.  
Chef de la direction, MGSS



Jeremy Luke  
Président-directeur général, CCES

# Contents

<b>Objet</b>	<b>2</b>
<b>Le Symposium 2023 en bref</b>	<b>3</b>
<b>Le contexte canadien et les conséquences du projet de loi C-218</b>	<b>4</b>
<b>Comprendre la manipulation de compétitions</b>	<b>6</b>
<b>Le point de vue des athlètes</b>	<b>8</b>
AthlètesCAN	8
Jacqueline Simoneau : prévenir la manipulation de compétitions	9
Jordan Spencer : les paris ont failli ruiner ma carrière de basketteur	9
<b>Approches internationales</b>	<b>10</b>
Code du CIO	10
Convention de Macolin	10
Modèle de plateforme nationale	11
<b>Pratiques exemplaires dans le sport</b>	<b>12</b>
Code du CIO sur la prévention des manipulations des compétitions	12
Politique de la LCF en matière de manipulation de matchs	12
Réponse des fédérations internationales	13
<b>Éducation et réduction des dommages</b>	<b>14</b>
<b>Évolution du contexte</b>	<b>16</b>
Politique nationale et formation complète	16
Modification des normes relatives à la publicité	17
<b>Principales recommandations</b>	<b>18</b>
<b>Symposium sur la manipulation de compétitions et les paris sportifs 2023 – Liste des délégués</b>	<b>20</b>

## Objet

Le présent document, qui s'appuie sur l'avis d'experts et la rétroaction reçue lors de deux symposiums internationaux tenus à Toronto, vise à informer les intervenants sur la menace que représente la manipulation de compétitions et les stratégies pour la combattre. Il fait suite au [livre blanc](#) publié dans le sillage du Symposium sur la manipulation de matchs et les paris sportifs 2019.

La manipulation de compétitions (aussi « trucage de matchs » ou « manipulation de matchs ») est un phénomène sans frontières. L'expérience et les connaissances acquises en vue d'élaborer la stratégie canadienne pointent vers la protection de l'intégrité des épreuves sportives et de la sécurité des athlètes.

La situation est urgente : depuis la récente légalisation des paris sur un seul événement sportif au Canada, le marché des paris réglementés a connu un essor fulgurant, de l'ordre de milliards de dollars par année.

Préserver le caractère imprévisible des compétitions signifie veiller aux bienfaits du sport pour tous, et protéger les athlètes, les entraîneurs et le personnel d'encadrement contre les méfaits de la manipulation de compétitions. La solution passe par la mise en place d'une politique nationale comprenant une stratégie de sensibilisation de tous les participants, et la collaboration avec un secteur des paris sportifs bien réglementé.

ethicalsport symposium / symposium sportéthique

Symposium on Competition Manipulation and Gambling in Sport / Symposium sur la manipulation de compétitions et les paris sportifs

Presenting Sponsors / Commanditaires présentateurs

bet365

betway

FANDUEL

CANADIAN GAMING ASSOCIATION

CLEARSPPEED™

Contributing Sponsors / Commanditaires contributeurs

LANGLOIS  
AVOCATS - LAWYERS

IBIA  
international betting integrity association

McLAREN  
GLOBAL SPORT SOLUTIONS

REALRESPONSE®

Media Partner / Partenaire du média

ADRENALIN  
THE BUSINESS OF SPORT EVENTS

May 30-31, 2023  
Toronto, Ontario, Canada

Canada

www.ethicalsportsymposium.ca

ethicalsport symposium / symposium sportéthique

www.symposiumsurlesportethique.ca

## Le Symposium 2023 en bref

Le Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES) et McLaren Global Sport Solutions Inc. (MGSS) ont présenté le premier Symposium sur la manipulation de compétitions et les paris sportifs en 2019. Après quatre ans marqués par la transformation du secteur des paris sportifs canadien, le CCES et MGSS s'associent de nouveau pour présenter l'édition 2023 du symposium. L'événement, tenu à Toronto du 30 au 31 mai et animé par Michael Copeland, directeur général de Woodbine Entertainment, a réuni 150 délégués de quatre continents, dont des représentants des groupes suivants :

- athlètes;
- fédérations internationales, nationales et organismes multisports;
- gouvernements fédéral et provinciaux;
- opérateurs et organismes de réglementation des paris sportifs;
- ligues de sport professionnel;
- unités d'intégrité du sport;
- forces de l'ordre.

---

*Le sondage mené après le symposium montre que plus de 80 % des répondants reconnaissent la menace que représente la manipulation de compétitions pour le sport au Canada.*

Après une brève introduction à la manipulation de compétitions, les délégués se sont penchés sur les changements survenus dans le secteur des paris sportifs, leur incidence sur le sport canadien et les mesures prises à l'étranger.

L'attention s'est ensuite portée sur la riposte canadienne. Les délégués ont ainsi pu entendre des athlètes sur les risques et les effets de la manipulation de compétitions, avant d'examiner le cadre réglementaire élaboré par le Comité olympique canadien (COC) et le CCES, et discuter avec les organismes de sport ayant participé à sa rédaction. La Ligue canadienne de football (LCF) et d'autres organismes de sport professionnel ont en outre donné un aperçu de leurs stratégies de lutte.

Pour donner un aperçu de la réponse internationale, des fédérations sportives ont présenté leur approche, dont le recours à l'intelligence artificielle; INTERPOL et le FBI ont également parlé de leur rôle respectif dans la coordination des enquêtes liées à manipulation de compétitions à l'échelle mondiale.

Le symposium s'est conclu par un panel de discussion sur les prochaines étapes de la réponse canadienne à la manipulation de compétitions. Un consensus se dégage : le Canada bénéficierait grandement d'une politique nationale exhaustive et uniforme, centrée sur l'athlète et élaborée en consultation avec experts et intervenants.

Sur une note très positive, le sondage mené après le symposium montre que plus de 80 % des répondants reconnaissent la menace que représente la manipulation de compétitions pour le sport au Canada. La grande majorité des répondants ont aussi exprimé leur appui à une politique sur la manipulation de compétitions canadienne appliquée par un organisme indépendant.

## Le contexte canadien et les conséquences du projet de loi C-218

Le secteur canadien des paris sportifs a considérablement changé depuis l'entrée en vigueur du projet de loi C-218 (Loi sur le pari sportif sécuritaire et réglementé), le 27 août 2021. Le gouvernement fédéral a ainsi décriminalisé les paris sur une épreuve sportive ponctuelle – jusque-là effectués sur les marchés gris et noir – pour réduire les dommages associés à ces marchés de l'ombre, mais aussi veiller à ce que le Canada tire profit de l'essor de cette industrie. Le projet de loi C-218 a montré aux provinces et territoires la voie pour offrir le pari sur un seul événement sportif à leurs résidents dans un contexte sécuritaire et légal; cela dit, peu de gens anticipaient l'engouement observé depuis.

À titre d'exemple, le secteur du jeu en ligne de l'Ontario prévoit, pour 2023, des paris d'une valeur totale dépassant les 50 milliards de dollars. Un enjeu majeur soulevé lors du symposium est la redistribution des recettes liées aux paris sportifs. À l'heure actuelle, les commandites et – indirectement – la publicité semblent être les principaux véhicules de partage des recettes avec les organismes de sport; en revanche, on ne sait trop si – et le cas échéant, comment – les organismes de sport tirent des revenus des paris effectués sur leurs propres événements.

Le bombardement de publicités et de commandites orchestré par les sociétés de paris a laissé peu de gens dans l'ignorance de la disponibilité des paris sportifs. L'importance des paris dans l'expérience des partisans est devenue telle que l'évolution des probabilités et les options de paris en cours de match s'affichent en temps réel lors des émissions sportives. Il est admis qu'une hausse des paris sportifs peut entraîner une hausse des dommages liés aux jeux d'argent; le présent document ne se penchera toutefois que sur la manipulation de compétitions.

L'essor fulgurant de ce nouveau marché légal soulève d'importantes questions, notamment : quel effet aura-t-il sur le risque de manipulation des compétitions et la sécurité des athlètes?

Au Canada, la mise en œuvre des paris sur un seul événement sportif est de compétence provinciale et territoriale. L'Ontario et l'Alberta ont rapidement mis

en place des plateformes réglementées permettant d'effectuer, sur leur territoire respectif, des paris sur une activité sportive ponctuelle. Si toutes les provinces offrent aujourd'hui de tels paris en ligne, l'Ontario est la seule à avoir opté pour l'encadrement des opérateurs du secteur privé (on en compte plus de 75 à l'heure actuelle); dans les autres provinces, les paris ne sont autorisés que sur la plateforme gouvernementale. Bien que ces nouveaux flux massifs de rentrées permettent aux provinces d'augmenter leurs revenus de taxation, on ignore encore largement si ou comment cet argent, par l'entremise des opérateurs ou des gouvernements provinciaux, se rend jusqu'au sport ou est utilisé pour soutenir les efforts de prévention de la manipulation de compétitions.

Les marchés gris et noir du pari en ligne étaient déjà établis au Canada avant la légalisation, si bien que les nouvelles plateformes réglementées doivent leur faire concurrence. Les sociétés de paris réglementées se positionnent comme plateformes de choix, misant énormément sur le marketing et les commandites pour attirer la clientèle. En plus de devoir se conformer à la réglementation, les sociétés de paris doivent mettre en place des mesures pour protéger l'intégrité du pari contre la manipulation et informer le public sur l'importance du jeu responsable, ce qui devrait encourager des parieurs potentiels à utiliser le marché réglementé.

L'influence sociale et l'effet néfaste du marketing et des commandites sur les mineurs et les joueurs compulsifs font actuellement l'objet d'études, et ne devraient pas être pris à la légère. Les organismes de réglementation provinciaux consultent les parties prenantes du milieu dans l'espoir de s'inspirer de pays où les paris sportifs ont déjà une longue histoire (ex. : le Royaume-Uni et l'Australie). À l'échelle provinciale, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO) vient de mettre à jour sa réglementation pour interdire le recours à des athlètes actifs pour promouvoir des paris en ligne et restreindre le recours à des célébrités et à des influenceurs appréciés des jeunes. Certaines personnes, toutefois, jugent que cette mise à jour ne va pas assez loin et plaident pour

l'interdiction pure et simple de la publicité. Le projet de [loi S-269](#), actuellement examiné par le Sénat du Canada, propose un cadre national plus strict sur la publicité et la commandite des paris sportifs.

Plusieurs organismes de sport canadiens ont signé des ententes de commandite avec des sociétés de paris réglementées, ce qui entraîne généralement une hausse des paris sur leur sport et, par contre-coup, un risque accru de manipulation. En conséquence, les organismes de sport portent leur attention sur la protection de leurs membres – athlètes, entraîneurs, officiels – et du personnel d'encadrement exposés à cette menace. La situation met en évidence la nécessité d'intégrer les organismes de sport à une politique universelle sur la manipulation de compétitions, qui comprendrait de la formation obligatoire et serait appliquée par un organisme indépendant.

Le CCES, le COC et six organismes nationaux de sport<sup>1</sup> sont en voie de terminer un projet pilote pour tester la faisabilité et l'efficacité d'une politique

<sup>1</sup> Badminton Canada, Canada Basketball, Canada Soccer, Curling Canada, Racquetball Canada et Squash Canada.

nationale sur la manipulation de compétitions. À l'image du Programme canadien antidopage, le projet comprend la mise en place d'une politique, de la formation obligatoire pour les athlètes et le personnel d'encadrement, un mécanisme de signalement d'enquête confidentiel, la notification des violations et des sanctions proposées, des audiences indépendantes et la divulgation des sanctions confirmées. La rétroaction sur ce projet de 18 mois permettra de tracer la voie pour protéger la communauté sportive canadienne contre les risques et les dommages liés à la manipulation de compétitions.

Les leçons des dernières années devraient nous aider à orienter nos efforts alors que pointent à l'horizon les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, ainsi que la Coupe du monde FIFA 2026, dont le Canada est l'un des pays hôtes. Il importe plus que jamais de faire front commun contre la manipulation de compétitions.



*Jeremy Luke, PDG du CCES, s'adresse à la plénière*

*Le secteur du jeu en ligne de l'Ontario prévoit, pour 2023, des paris d'une valeur totale dépassant les 50 milliards de dollars*

## Comprendre la manipulation de compétitions

Selon la Commission européenne, « le trucage de matchs est un phénomène international, souvent lié aux paris sportifs et à des réseaux criminels exploitant des marchés de jeu non réglementés. Il s'agit d'une menace importante à l'intégrité des événements sportifs, les athlètes étant soumis à des tentations financières et à des pressions considérables pour influencer sur les objectifs et les résultats sportifs. »<sup>1</sup> Les marchés de paris réglementés ne sont pas à l'abri des fraudes, comme l'ont démontré des entreprises à l'avant-garde de l'intégrité du sport, au moyen d'une technologie décelant les paris contraires aux règles ou suspects. En cas de compétition ou de match truqué, des personnes malintentionnées parient des sommes inhabituellement élevées sur un résultat particulier de l'événement ou d'un de ses éléments, en sachant que des actes de corruption ont été commis dans le but d'obtenir le résultat voulu. Comparativement aux marchés non réglementés, où les preneurs de paris exercent leurs activités dans un cadre peu supervisé,

<sup>1</sup> "Fighting Match-Fixing," The European Commission, <https://sport.ec.europa.eu/policies/sport-and-integrity/fighting-match-fixing> (en anglais)

les marchés réglementés sont plus faciles à surveiller; on peut donc mieux s'attaquer aux problèmes en lien avec la manipulation de compétitions.

La manipulation d'une épreuve sportive ou d'un match dérobe le sport de sa plus importante qualité : l'imprévisibilité. Si le public perd confiance dans l'intégrité d'un sport, il risque de le désert. En raison de l'engouement pour les paris sportifs et la flambée de légalisation des paris sur un seul événement sportif à travers l'Amérique du Nord, les répercussions financières du trucage d'événements sportifs sont profondes. En 2018, *The Economist* évaluait le montant total annuel des mises, à l'échelle internationale, à 2 billions de dollars, dont 85 % sous forme de paris illégaux. Outre les paris illégaux, qui permettent d'estimer le volume total, les paris réglementés connaissent eux aussi un boom. Dans le relativement jeune marché réglementé de l'Ontario, le montant total des paris effectués entre le 1<sup>er</sup> avril 2022 et le 31 mars 2023 s'élevait à 35,5 milliards de dollars, selon [iGaming Ontario](#). Il n'y a là rien de rassurant pour le sport.



PDG Khalid Ali à la kiosque de l'International Betting Integrity Association

Selon un article de *World Soccer* paru en 2012, « les truqueurs de matchs ont beaucoup de succès lorsqu'il est possible de parier sur des événements en marge des ligues majeures, loin des projecteurs ».

## Exemples de la manipulation de compétition

### Pari

- Pari sur ses propres matchs
- Pari sur tout match du sport
- Demander à autrui de parier pour vous
- Pari sur toute épreuve au programme d'une compétition à laquelle vous participez, même dans un sport différent

### Omission de signalement

- Si vous savez ou découvrez qu'une compétition est truquée, vous devez le signaler

### Information privilégiée

- Dévoiler de l'information sur l'équipe ou des joueurs qui n'est pas publique
- Donner ou offrir un avantage (ex. : argent, cadeaux, faveurs) en échange d'information à laquelle vous n'auriez pas normalement accès
- Performance

### Ne pas faire de votre mieux

- Demander à autrui de ne pas faire de son mieux
- Tenter d'obtenir un résultat précis (ex. : perdre pour affronter un adversaire favorable)

En raison des menaces sous-jacentes pesant sur l'intégrité du sport et la sécurité des athlètes, les efforts pour combattre la manipulation de compétitions (réformes de gouvernance, perfectionnement des outils d'analyse, enquêtes) sont devenus une priorité pour de nombreuses fédérations sportives internationales et associations de sport professionnel.

Le risque est plus grand dans les ligues et les épreuves où les athlètes gagnent moins d'argent, étant ainsi plus vulnérables à la corruption. Selon [un article de World Soccer paru en 2012](#), « les truqueurs de matchs ont beaucoup de succès lorsqu'il est possible de parier sur des événements en marge des ligues majeures, loin des projecteurs ». De jeunes athlètes prometteurs ou des athlètes professionnels dont les revenus sont faibles sont ciblés et amadoués par des « truqueurs » criminels, qui observent leurs habitudes, puis tentent de tisser des liens avec eux dans le but d'exploiter leurs vulnérabilités. Et ce n'est là qu'un exemple de situation pouvant constituer une infraction de corruption.

Se livrer à la corruption n'est pas toujours aussi simple que de parier sur sa propre équipe; ça commence souvent par de petites choses, et va en s'intensifiant. La manipulation peut aussi provenir de l'entourage : le fait qu'un proche pose des questions sur la blessure d'un coéquipier, pour savoir s'il participera au prochain match, peut amener l'athlète non averti à divulguer de l'information privilégiée.

Le salaire de nombreux athlètes amateurs canadiens ne leur permet pas de gagner leur vie, ce qui en fait des cibles de choix pour les truqueurs, et les rend vulnérables à la tentation de parier sur leurs propres compétitions. La combinaison de la précarité financière et du manque d'éducation sur la manipulation de compétitions accentue le risque de préjudice. L'absence de protection institutionnelle et de formation obligatoire laisse la communauté sportive canadienne sans défense.

L'essor du marché réglementé canadien pousse les organismes nationaux de sport (ONS) et les ligues professionnelles à vouloir resserrer leurs politiques pour atténuer les risques de manipulation de compétitions. À titre d'exemple, la LCF a récemment instauré une politique complète sur la manipulation de compétitions, ainsi qu'un programme de formation obligatoire en partenariat avec MGSS et le CCES.

---

*La manipulation d'une épreuve sportive ou d'un match dérobe le sport de sa plus importante qualité : l'imprévisibilité. Si le public perd confiance dans l'intégrité d'un sport, il risque de le désert.*

## Le point de vue des athlètes

De l'athlète qui falsifie sa performance à l'athlète qui divulgue de l'information privilégiée à un tiers qui en tire profit, la manipulation de compétitions peut prendre diverses formes et survenir de façon directe et indirecte. Les athlètes sont particulièrement vulnérables, et plusieurs ne comprennent pas ce que signifie manipuler une compétition et ses conséquences. Les athlètes peuvent facilement devenir les victimes de corrupteurs, d'où l'importance de mieux les informer et les encadrer – un thème récurrent au cours du symposium 2023. Plusieurs délégués ont souligné que la prévention restait la meilleure arme contre la manipulation de compétitions.

À ce jour, plusieurs organismes ont mis en place des programmes d'éducation centrés sur l'athlète afin de démystifier la manipulation de compétitions, dont le Comité international olympique (CIO), la Fédération internationale de hockey sur glace (IIHF), la Fédération internationale de tennis (ITA) et la LCF. La manipulation de compétitions figure parmi les priorités en matière d'intégrité de l'IIHF, qui possède en outre un programme de lutte audacieux, axé sur l'éducation.

La LCF fournit à l'ensemble de ses joueurs et membres du personnel d'encadrement visés par sa politique l'accès à une formation. En outre, la LCF et l'IIHF ont mis à la disposition des personnes assujetties à leur politique un mécanisme indépendant de signalement anonyme des cas de manipulation.

Comme les compétitions truquées nuisent principalement aux athlètes, il importe de les inclure dans le processus d'élaboration des politiques, programmes et formations sur la manipulation de compétitions. Le symposium 2023 a ainsi donné l'occasion aux athlètes de raconter leurs expériences et de participer à la réflexion.

### AthlètesCAN

AthlètesCAN est une association indépendante d'athlètes actuels et retraités de l'équipe nationale canadienne. Sa mission est de former des athlètes leaders qui influenceront les politiques du sport et qui, en tant que modèles à émuler, renforceront la culture sportive.

Leur engagement dans la lutte contre la manipulation de compétitions s'inscrit dans leur volonté de bâtir un système sportif centré sur l'athlète.

Lors du symposium, les conférenciers ont développé l'idée d'aborder le problème selon une approche centrée sur l'athlète, et ainsi éviter d'en faire un bouc émissaire. Cela implique, entre autres, de s'attaquer aux racines du problème, et donc à ce qui rend les athlètes vulnérables, et de conscientiser les athlètes canadiens.

Chris De Sousa Costa, ancien athlète de l'équipe nationale de karaté et trésorier d'AthlètesCAN, a plaidé pour l'adoption d'une approche nationale. Il a aussi insisté sur le besoin d'une formation couvrant les répercussions de la manipulation de compétitions, pour veiller à ce que les athlètes mesurent bien la portée de tels actes. Il encourage en outre les athlètes à s'informer activement sur le sujet.

AthlètesCAN a aussi mentionné que les ONS doivent contribuer de manière proactive à l'élaboration d'un cadre national, et inclure les athlètes dans le processus.

---

*Que les athlètes manipulent ou non des événements sportifs, plusieurs perdront l'envie de participer à des compétitions et même de quitter leur sport par désillusion vis-à-vis de l'esprit sportif.*

## Jacqueline Simoneau : prévenir la manipulation de compétitions

Jacqueline Simoneau, double olympienne et [ambassadrice du programme Believe in Sport du CIO](#), a présenté des moyens de prévention axés sur l'athlète. Que les athlètes manipulent ou non des événements sportifs, plusieurs perdront l'envie de participer à des compétitions et même de quitter leur sport par désillusion vis-à-vis de l'esprit sportif. Alors que le sport cherche à s'attaquer à ce problème, Jacqueline précise qu'une politique de prévention ne saurait suffire dans la mesure où l'athlète ne considère pas nécessairement chaque clause du contrat avant de le signer. Selon elle, il faut aller à la rencontre des athlètes et les informer au sujet de la manipulation de compétitions, de ses dommages et de ce qu'il faut faire en cas de suspicion. Tous les athlètes devraient connaître les quatre règles d'or :

1. Ne truquez pas la compétition et donnez toujours le meilleur de vous-même.
2. Ne pariez pas sur votre sport ou sur toute autre épreuve des Jeux olympiques.
3. Ne partagez pas d'information sur les problèmes de santé et les tactiques sportives.



Jacqueline Simoneau

4. Brisez le silence! Si vous êtes témoin ou suspectez une manipulation de compétition, vous devez le signaler.

En plus de ces règles, il faut mettre à la disposition des athlètes et autres intervenants des mécanismes sécurisés de signalement anonyme, comme celui du CIO, accessible à l'adresse [ioc.integrityline.org](https://ioc.integrityline.org).

## Jordan Spencer : les paris ont failli ruiner ma carrière de basketteur



Jennifer Bishop (Aird & Berlis LLP) et Jordan Spencer

Jordan Spencer, basketteur professionnel britannique et militant pour les athlètes, a témoigné de sa propre expérience des paris comme moyen d'arrondir ses fins de mois. Jordan a parié sur ses matchs en se disant que c'était une option sûre, vu qu'il avait un contrôle sur le résultat. Or en 2019, durant sa première saison avec les Lions de Londres, la FIBA informe Jordan de sa mise en examen pour inconduite. « J'avais entendu des histoires sur ce qui pouvait arriver en cas de suspension, et je craignais le pire », avoue Jordan. Au terme de l'enquête, il a écopé d'une interdiction temporaire de représenter la Grande-Bretagne, d'une suspension conditionnelle des matchs de ligue et d'une amende. Cette expérience l'a convaincu de militer pour l'éducation des athlètes quant aux risques des paris. Lisez son histoire à [olympics.com/athlete365/fr/integrite/jordan-spencer-comment-les-paris-ont-failli-mettre-fin-a-ma-carriere-de-basketteur/](https://olympics.com/athlete365/fr/integrite/jordan-spencer-comment-les-paris-ont-failli-mettre-fin-a-ma-carriere-de-basketteur/)

## Approches internationales

Si le pari sur un seul événement sportif est relativement nouveau au Canada, il est déjà bien ancré ailleurs. Les organes directeurs internationaux des sports ont donc l'habitude des risques et des dommages associés à la manipulation de compétitions.

Les signaux d'alarme retentissent depuis un moment déjà, sans pour autant freiner la menace. En juillet 2011, Jacques Rogge, ancien président du CIO, déclarait : « [...] un nouveau danger a fait son apparition et touche presque tous les pays : la corruption, le truquage de matchs et les paris illégaux. Nous devons tous lutter contre ce fléau. »

Canada doit s'inspirer des leçons apprises ailleurs et adopter les meilleures pratiques issues de la coopération internationale et des diverses initiatives lancées, dont le cadre national d'intégrité de l'Australie.

---

*« [...] un nouveau danger a fait son apparition et touche presque tous les pays : la corruption, le truquage de matchs et les paris illégaux. Nous devons tous lutter contre ce fléau. »*

*Jacques Rogge, ancien président du Comité internationale olympique (CIO), juillet 2011*

### Code du CIO

Le Code du Mouvement olympique sur la prévention des manipulations des compétitions, ou « Code du CIO », est un cadre réglementaire harmonisé entériné en décembre 2015. Il fait partie intégrante de la Charte olympique et du Code d'éthique du CIO. Tous les organismes de sport internationaux<sup>1</sup> sous l'égide du CIO doivent l'appliquer par référence ou par la mise en œuvre d'une réglementation semblable.

<sup>1</sup> Comités olympiques nationaux, fédérations sportives internationales et leurs membres à l'échelle continentale, régionale et nationale, et organismes reconnus par le CIO assujettis à la Charte olympique.

### Convention de Macolin

La Convention de Macolin est la seule règle de droit international sur le truquage de matchs sportifs. Elle fournit aux pays une feuille de route pour s'attaquer au problème dans leurs frontières, de même que des définitions communes et la structure d'une plateforme nationale.

La Convention de Macolin mobilise également les pays et tous les intervenants, dont les gouvernements, les sports, les sociétés de paris, les forces de l'ordre et les tribunaux, pour engager une guerre mondiale contre le truquage de matchs.

Même si la Convention de Macolin est un instrument européen, le Conseil de l'Europe est bien au fait du caractère mondial de la manipulation de compétitions, et encourage donc les pays non européens à y adhérer. L'Australie figure parmi les signataires, et réglemente les paris d'une manière similaire à celle du Canada. Dans le cadre de leur appui au projet de loi C-218 présenté devant la Chambre des communes et les comités du Sénat, le CCES et le COC ont insisté sur l'importance de devenir un pays signataire de la Convention de Macolin. L'une des observations du troisième rapport du Comité sénatorial sur ce projet de loi encourage d'ailleurs le gouvernement fédéral à signer la Convention de Macolin.



Michael Copeland (Woodbine Entertainment), Dominic Mueser (Sportradar), Shelley White (Responsible Gambling Council), Geoff Zochodne (Covers)

## Modèle de plateforme nationale

Les plateformes nationales ont la responsabilité de coordonner la lutte contre la manipulation de compétitions entre les autorités compétentes et les différents organismes. Elles reçoivent, colligent et analysent l'information sur les paris et autres activités liées au sport dans leur pays, pour relever les irrégularités ou cas suspects. Le cas échéant, la plateforme nationale émet une alerte et communique l'information pertinente. Ces plateformes permettent aux intervenants, dont les autorités de réglementation, les organismes de sport, les organisateurs de compétitions et les sociétés de paris, de coordonner leurs politiques et leurs efforts.

Les plateformes nationales travaillent avec l'ensemble des acteurs du milieu des paris sportifs dans leur pays; la manipulation de compétitions demeure néanmoins un enjeu mondial qui justifie une intervention mondiale. L'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) apporte aux plateformes nationales un soutien dans des cas de manipulation à portée internationale. Son aide s'étend aussi à la lutte contre le terrorisme, la cybercriminalité, la criminalité financière, la corruption, la criminalité organisée et les nouvelles formes de criminalité.

Le CCES a été invité à titre d'observateur au sein du Groupe de Copenhague, formé de représentants de plateformes nationales officiellement établies par des pouvoirs publics nationaux et qui jouent le rôle de plateforme nationale conformément à l'article 13 de la Convention de Macolin. Le Groupe de Copenhague est d'abord et avant tout un réseau d'échange de renseignements, d'expériences et d'expertises en soutien à la mise en place des normes énoncées dans la Convention de Macolin, notamment dans les contextes suivants :

- la production d'études et la compilation de bonnes pratiques;
- le soutien pratique fourni aux plateformes nationales existantes pour consolider et améliorer leurs systèmes;
- l'aide fournie aux pays pour créer leur plateforme nationale;
- le développement des capacités institutionnelles et professionnelles des intervenants à l'échelle nationale et internationale.

## Pratiques exemplaires dans le sport

Plusieurs fédérations sportives internationales et ligues de sport professionnel luttent activement contre la manipulation de compétitions. Bien que leurs politiques et programmes sont un pas dans la bonne direction et jouent un rôle crucial dans la protection de l'intégrité du sport, il faudrait idéalement qu'ils soient administrés par des organismes indépendants et neutres, pour prévenir tout conflit ou apparence de conflit d'intérêts.

### Code du CIO sur la prévention des manipulations des compétitions

En 2017, le CIO a formé l'Unité du Mouvement olympique sur la manipulation des compétitions (l'Unité), qui a joué un rôle central dans l'élaboration et la mise en œuvre du Code du Mouvement olympique sur la prévention des manipulations des compétitions (le Code). Le Code jette les bases d'un cadre réglementaire harmonisé pour tous les sports, en plus de définir les procédures disciplinaires et l'éventail des sanctions permises. Il établit aussi les règles auxquelles doivent se conformer les athlètes en matière de paris, de manipulation de compétitions, de divulgation d'information privilégiée, de signalement des comportements suspects et de coopération dans le cadre d'enquêtes. Le Code fait maintenant partie intégrante de la Charte olympique et des efforts de protection de l'intégrité des compétitions olympiques; cela dit, il ne s'applique qu'aux signataires du Mouvement olympique.

### Politique de la LCF en matière de manipulation de matchs

Un match de la LCF peut générer, à lui seul, plus de 6 millions \$CA de paris dans le monde entier. Un tel potentiel économique expose la ligue, ses joueurs et ses intervenants au risque d'être la cible de truqueurs.

---

*Un match de la LCF peut générer, à lui seul, plus de 6 millions \$CA de paris dans le monde entier.*

En 2023, en partenariat avec MGSS, la LCF a mis à jour ses politiques sur la manipulation de compétitions à la lumière des pratiques exemplaires actuelles. Le résultat, la Politique de la LCF en matière de manipulation de matchs (la « politique de la LCF »), s'applique à deux catégories de personnes : les personnes travaillant ou ne travaillant pas pour la LCF. La première catégorie englobe le personnel de la ligne, les propriétaires de clubs, les administrateurs, les entraîneurs, les joueurs, les gérants, les agents de joueurs et les autres membres du personnel des équipes. La deuxième catégorie concerne les fournisseurs de la LCF qui doivent se conformer à la politique, dont les partenaires médias. Cette politique est unique parce qu'elle élargit la portée du pouvoir disciplinaire de la LCF, ce qui lui permet de protéger l'intégrité de la ligue. Elle s'étend au-delà des joueurs sur le terrain et permet à la LCF de cibler des individus qui pourraient autrement utiliser de l'information privilégiée pour influencer sur les matchs ou tirer avantage des paris sportifs. La politique de la LCF est la première du genre en sport professionnel au Canada.

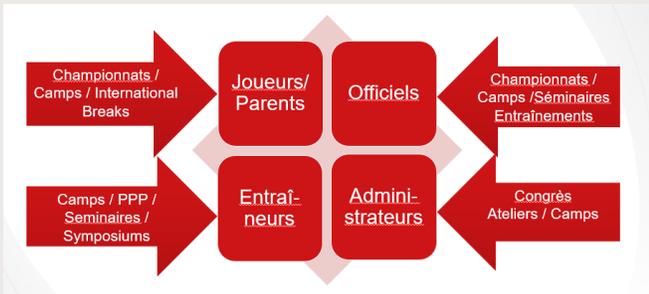
L'application d'une politique complète n'est qu'un aspect de la lutte contre la manipulation de compétitions. Joueurs, entraîneurs, officiels et autres intervenants de la ligue doivent également suivre une formation sur la notion d'infraction de corruption, les conséquences de telles infractions et l'obligation de signalement et de coopération, et, de façon plus large, les dangers des paris sportifs. En 2023, la LCF a lancé un cours en ligne – conçu et administré par le CCES – sur la nouvelle politique.

La politique de la LCF comprend aussi un modèle pour les exploitants de jeux autorisés (EJA). Ce cadre permet à la ligue de s'intégrer au marché national des paris sportifs autorisés en offrant aux sociétés de paris de la valeur ajoutée, dont l'utilisation d'actifs de la LCF – comme des logos – pour optimiser l'offre sur leur plateforme. En plus des frais annuels payés à la LCF et de l'engagement accru des partisans, ce type de partenariat permet à la LCF, par l'entremise d'ententes de partage de données, de surveiller de plus près les paris illégaux.

## Réponse des fédérations internationales

Les unités d'intégrité sont des organismes indépendants chargés de veiller à l'intégrité d'un sport dans certains secteurs d'activités. Elles peuvent ainsi participer aux efforts liés, entre autres, à la sécurité dans le sport, à la lutte contre le dopage, à la manipulation de compétitions ou à la gouvernance, mais utilisent généralement une même structure procédurale pour toutes les questions de nature disciplinaires. L'Unité internationale d'intégrité du tennis (ITIA) et l'Unité d'intégrité de l'athlétisme (UIA) sont largement considérées comme deux des meilleurs modèles de gouvernance et de lutte anticorruption dans le sport.

La Fédération internationale de basketball (FIBA) a récemment adopté un modèle un peu différent. Au lieu de créer une unité distincte, ce qui peut être coûteux en argent et en ressources, la FIBA a désigné une personne pour agir à titre d'agent d'intégrité indépendant, adoptant ainsi un modèle « sur demande ». Richard McLaren, chef de la direction de MGSS, est l'agent d'intégrité indépendant désigné de la FIBA. Il est soutenu dans ce rôle par Harod Associates, une agence d'enquête mondiale basée au Royaume-Uni.



*Olivia Roffe, enquêtrice principale et directrice du renseignement sportif chez Harod Associates, explique aux délégués les techniques d'enquête utilisées dans les dossiers de trucage de matchs.*

La Fédération internationale de hockey sur glace (IIHF) a l'un des programmes d'intégrité les plus complets du sport international. Lors du symposium 2023, Ashley Ehlert, secrétaire générale adjointe de l'IIHF, a présenté les six piliers sur lesquels repose la lutte contre la manipulation de compétitions au hockey sur glace.

L'approche de l'IIHF comprend la surveillance étroite des compétitions, une formation complète et un programme d'agents d'intégrité, récemment lancé en collaboration avec leurs fédérations nationales. Les agents d'intégrité faciliteront les processus de signalement et d'enquête, et feront la promotion du programme de formation au sein de leur organisme.

## Éducation et réduction des dommages

Le risque posé par la manipulation de compétitions est immense. Et les participants, surtout en début de carrière, en savent trop souvent peu sur ses formes et ses dangers. La normalisation des paris sportifs accroît la possibilité que des personnes exploitent des participants mal informés. À titre d'exemple, un jeune athlète qui ne sait pas qu'il est assujéti à une politique sur la manipulation de compétitions, et encore moins quelles actions constituent une violation, pourrait parier sur son propre sport et ainsi risquer sa carrière.

La popularité croissante des paris sur un seul événement sportif signifie qu'athlètes, entraîneurs, officiels et membres du personnel d'encadrement sont de plus en plus exposés aux tentatives de manipulation; or ils n'en ont pratiquement pas connaissance. Comme le soulignent les études et les experts, l'éducation et la réduction des dommages doivent faire partie intégrante des initiatives de protection des participants et de l'intégrité du sport.

En 2022, le CCES a lancé un cours en ligne sur la manipulation de compétitions et sa politique, à l'intention des athlètes, des entraîneurs et du personnel d'encadrement. Les participants au projet pilote du CCES ont suivi en 2023 un cours complémentaire, explorant plus en profondeur les formes et les contextes de manipulation, de même qu'un résumé des infractions de corruption.

La politique de la LCF veille à ce que l'éducation soit le moteur de la lutte contre la manipulation de compétitions. Comme nous l'avons déjà mentionné, la LCF a créé, en partenariat avec le CCES, une formation en ligne complète, que doivent suivre les joueurs et le personnel d'encadrement.

À l'échelle internationale, on retrouve l'éducation dans le mandat de l'International Betting Integrity Association (IBIA), qui regroupe des sociétés de paris. Dans le cadre de ses travaux visant à combattre la corruption et la manipulation et à protéger l'intégrité du sport et des paris, l'IBIA a créé du matériel d'information à l'intention d'athlètes de divers sports au sein de l'Union européenne; elle est prête à fournir du soutien financier pour l'élaboration de matériel similaire, à l'intention des athlètes du Canada.

Le manque de formation, couplé à l'influence sociale et à la normalisation des paris, sans oublier l'omniprésence de la publicité sur les paris sportifs, exposent tout particulièrement les athlètes aux dangers de la manipulation de compétitions. Encadrer les influences sociales qui promeuvent les paris sportifs et informer les athlètes des dangers encourus sont deux des meilleures façons de veiller à leur santé et à leur sécurité.

---

*Et les participants, surtout en début de carrière, en savent trop souvent peu sur ses formes et ses dangers*



Délégués athlètes au symposium : Erica Weibe, Cynthia Appiah, Tony Walby, and Sandrine Mainville

## Évolution du contexte

### Politique nationale et formation complète

Depuis le symposium tenu en mai 2023, le contexte canadien des paris sportifs et de la manipulation de compétitions a évolué.

Comme le souligne le livre blanc, le symposium a fait ressortir le besoin d'une politique nationale sur la manipulation de compétitions, appliquée par un organisme indépendant, et comprenant une stratégie de formation complète. Ce constat s'est vu renforcé, plus récemment, par l'annonce de la création de la [Commission sur l'avenir du sport au Canada](#), qui se penchera entre autres sur l'élaboration d'une politique nationale pour contrer la manipulation de compétitions.

Sur ce plan, le COC et le CCES ont uni leurs efforts pour mettre au point une politique-cadre pour la communauté sportive canadienne. Cette politique, en cours de rédaction par le CCES et un groupe de travail composé d'athlètes et de dirigeants d'ONS et d'OMS, s'appuie sur le modèle existant, conforme au Code du

CIO. Une fois terminée, cette politique à l'intention des organismes de sport sera appliquée par un organisme indépendant. En plus d'énoncer les comportements proscrits et leurs conséquences, elle prévoira de la formation obligatoire, la surveillance étendue des activités de paris, un mécanisme de signalement indépendant, de même qu'un mécanisme de gestion des résultats et des appels indépendant. Cette indépendance prévient les conflits ou apparences de conflit d'intérêts, décharge les organismes ayant adopté la politique, et donne de la crédibilité aux éventuelles sanctions imposées conformément à la politique.

Pour simplifier la vie des athlètes, le CCES réunira en un même endroit la formation antidopage et la formation sur la manipulation de compétitions.

Comme solution à court terme, le CCES, en collaboration avec le COC, a intégré au cours en ligne Comprendre la manipulation de compétitions les derniers changements apportés au Code du CIO. Ce

---

*Le symposium a fait ressortir le besoin d'une politique nationale sur la manipulation de compétitions, appliquée par un organisme indépendant, et comprenant une stratégie de formation complète*



*Glen Grunwald (Canada Basketball), Katherine Henderson (Curling Canada, maintenant Hockey Canada), et Mathieu Chamberland (Canada Soccer)*

cours, actuellement accessible à tous les athlètes et à leur personnel d'encadrement, sera obligatoire pour les membres de la délégation canadienne des Jeux olympiques de la jeunesse 2024, en plus du cours L'ABC du sport sain, abordant la lutte contre le dopage. D'une durée de 15 minutes, le cours permettra aux participants d'approfondir, de manière interactive, leur compréhension des règles entourant la manipulation de compétitions et les paris sportifs, notamment :

- ne parier ni sur votre propre sport ni sur un sport au programme de jeux multisports auxquels vous participez;
- ne pas tenter de manipuler une compétition en vous abstenant de donner le meilleur de vous-même ou en faisant en sorte qu'un résultat précis se produise;
- ne pas divulguer de renseignements confidentiels;
- signaler toute tentative de manipulation de compétition.

## Modification des normes relatives à la publicité

La population canadienne n'aurait pas pu anticiper le déluge de publicités qui a suivi l'adoption du projet de loi C 218, une situation qui a suscité depuis maintes discussions et inquiétudes.

Selon une étude (Rotermann et Gilmour, 2022), les personnes à faible revenu sont plus à risque de développer un problème de jeu; la plupart des athlètes amateurs canadiens, malheureusement, appartiennent à cette catégorie. La combinaison de la précarité financière des athlètes – qui peut nuire à leurs ambitions sportives, à leur bien-être social et à leur santé – et de la publicité alléchante augmente le risque de manipulation de compétitions. L'absence de protection institutionnelle à cet égard place la communauté sportive canadienne dans une position périlleuse.

---

*Encadrer les influences sociales qui promeuvent les paris sportifs et informer les athlètes des dangers encourus sont deux des meilleures façons de veiller à leur santé et à leur sécurité.*

En avril 2023, la CAJO, après avoir consulté des organismes de santé mentale et de santé publique, des experts en jeu responsable, des sociétés de paris, des diffuseurs, des groupes marketing et des membres du public, a jugé qu'elle devait modifier ses normes de manière à interdire l'utilisation d'athlètes et à restreindre l'appui de célébrités dans les publicités et le matériel promotionnel, afin de protéger les enfants et les jeunes, plus sensibles à un tel contenu.

Les modifications apportées résultent de la reconnaissance des dommages potentiels associés aux paris et du pouvoir de la réglementation dans une stratégie de réduction des risques. À titre d'exemple, la CAJO interdira :

- la publicité qui interpelle principalement les mineurs;
- l'utilisation de personnages animés, de personnes modèles, d'influenceurs, de célébrités et d'artistes qui plaisent aux mineurs;
- l'utilisation d'athlètes actifs ou retraités.

Les modifications aux normes de la CAJO entreront en vigueur le 28 février 2024.

À l'extérieur de l'Ontario, le sénateur Marty Deacon a déposé au Sénat le projet de loi S 269, en réponse aux inquiétudes entourant le nombre alarmant de publicités et le flou réglementaire. Le projet de loi S 269 prévoit la création d'un cadre national pour réglementer la publicité des paris sportifs, ainsi que de normes nationales de protection des personnes à risque. En outre, il demande à ce que le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes évalue la capacité de sa réglementation et de ses politiques actuelles à réduire les conséquences néfastes de la prolifération des publicités sur les paris sportifs.

## Principales recommandations

Les recommandations qui suivent s'appuient sur les travaux menés au symposium 2023 et sur l'évolution de la compréhension des méthodes de lutte contre la manipulation de compétitions.

- 1.** Élaborer, en consultation avec les athlètes, une politique nationale sur la manipulation de compétitions, impliquant tous les intervenants, adoptée par tous les organismes nationaux et multisports, et appliquée par un organisme indépendant.
- 2.** Élaborer un programme de formation visant à informer les athlètes, les entraîneurs et d'autres participants des dangers associés à la manipulation de compétitions et des responsabilités qui leur incombent en vertu de la politique nationale sur le sujet.
- 3.** Former un groupe de travail chargé d'orienter et d'harmoniser, à l'échelle du Canada, l'application de la politique nationale, de promouvoir les pratiques exemplaires en matière de réglementation et de politique, et d'établir des lignes de communication directes entre tous les intervenants, notamment les organismes nationaux et multisport, les organismes provinciaux de réglementation des paris sportifs, les forces de l'ordre, les professionnels du droit, les gouvernements et les sociétés de paris.
- 4.** Élaborer un système de partage des recettes tirées des paris sportifs qui veille à ce que le sport reçoive sa juste part, le tout axé sur le développement du sport communautaire et la réduction des préjudices.
- 5.** Encourager le gouvernement du Canada à signer la Convention de Macolin pour prévenir, détecter et sanctionner le trucage de matchs.



*Jeremy Luke (CCES), Chris de Sousa Costa (Athletes CAN), Doug Hood (AGCO), et Richard McLaren (MGSS)*

---

*« Le Canada n'est pas à l'abri du risque mondial de manipulation de compétitions, alimenté par les paris sur un seul événement sportif et par un marché gris qui résiste au marché réglementé. Le gouvernement, les organismes de réglementation, les sociétés de paris et la communauté sportive doivent se concerter en vue d'élaborer un cadre réglementaire intégré qui atténuera ce risque et protégera l'intégrité des événements sportifs. »*

*– Richard H. McLaren, O.C., chef de la direction,  
McLaren Global Sport Solutions Inc.*

# Symposium sur la manipulation de compétitions et les paris sportifs 2023 – Liste des délégués

## Établissements d'enseignement

- Institut australien des droits de la personne, Université de New South Wales
- Université de Calgary
- Université de Toronto
- Université de Waterloo

## Organisations antidopage

- Antidopage Danemark

## Institut des organisations nationales antidopage

- Agence antidopage des États-Unis
- Agence mondiale antidopage

## Athlètes

- Chris de Sousa Costa, Karaté
- Jacqueline Simoneau, natation artistique
- Jordan Spencer, basketball

## Opérateurs et organismes de réglementation des paris

- Alberta Gaming and Liquor Commission
- Commission des alcools et des jeux de l'Ontario
- bet365
- Betway
- British Columbia Lottery Corporation
- FanDuel
- iGaming Ontario
- PointsBet Canada
- Régie des alcools, des courses et des jeux

## Gouvernements

- Ministère néerlandais de la Justice et de la Sécurité
- Française des jeux
- Conseil du sport du Japon
- Sport Canada

## Course de chevaux

- Woodbine Entertainment

## Assureurs

- Arthur J. Gallagher Canada Limited

## Prestataires de services d'intégrité

- Campagne Ban Ads for Gambling
- Clearspeed
- International Betting Integrity Association
- McLaren Global Sport Solutions
- RealResponse
- Sportradar
- Starlizard Integrity Services
- United Lotteries for Integrity in Sports

## Fédérations internationales

- Fédération internationale de hockey sur glace

## Forces de l'ordre

- Federal Bureau of Investigation (FBI)
- INTERPOL

## Secteur juridique

- Aird & Berlis LLP
- Blake, Cassels & Graydon LLP
- Borden Ladner Gervais
- Harod Associates
- Langlois
- LBB Stratégies (LBB Sport)
- Minns Professional Corporation
- PhillipsADR
- Centre de règlement des différends sportifs du Canada
- Sport Law Inc.
- Tyr LLP, Toronto

## Médias

- ADRENALIN
- Covers
- The Globe and Mail
- Centre de documentation pour le sport

- The Athletic
- Toronto Star
- TSN

### **Organismes multisports**

- AthlètesCAN
- Centre canadien pour l'éthique dans le sport, conseil d'administration
- Centre canadien pour l'éthique dans le sport, personnel
- Association canadienne du sport collégial
- Comité olympique canadien
- Comité paralympique canadien
- National Collegiate Athletic Association
- Bureau du commissaire des sports de l'Ontario
- U SPORTS

### **Organismes nationaux de sport**

- Alpine Canada Alpin
- Bobsleigh Canada Skeleton
- Boxe Canada
- Canada Basketball
- Canada Soccer
- Curling Canada
- Plongeon Canada
- Football Canada
- Hockey Canada

- Crosse Canada
- Squash Canada
- Natation Canada
- Tennis Canada

### **Associations commerciales nationales**

- Canadian Gaming Association
- Associations de joueurs
- Association des footballeuses et footballeurs professionnels du Canada
- Association des joueurs de la Ligue nationale de hockey

### **Ligues professionnelles**

- Ligue canadienne de football
- Première ligue canadienne
- Maple Leaf Sports & Entertainment
- National Basketball Association
- Ligue nationale de football (NFL)
- Ligue nationale de hockey
- Organismes provinciaux de sport

*Personnel du CCES au symposium*





### **À propos de McLaren Global Sport Solutions (MGSS)**

MGSS est un cabinet de services professionnels spécialisé dans l'intégrité du sport. Depuis 2014, nous aidons des fédérations sportives nationales et internationales, des ligues nationales, des universités et des organismes de sport professionnel à répondre aux défis complexes de gouvernance.

Note mission : aider les organismes de sport à protéger et à renforcer leur marque, à composer avec des enjeux complexes d'éthique, de gouvernance et d'intégrité, et à prendre des décisions d'affaires stratégiques.

Référence : [www.mclarenglobalsportsolutions.com](http://www.mclarenglobalsportsolutions.com)



### **À propos du Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES)**

Le CCES est un organisme multisport indépendant à but non lucratif. Notre vision : un sport juste, sécuritaire, accessible et inclusif. Nous croyons que la raison d'être du sport est de contribuer à la société, et que l'éthique dans le sport est le meilleur moyen pour que cela se réalise.

Mission : adopter une approche collaborative pour éliminer les comportements contraires à l'éthique et promouvoir une approche axée sur des valeurs, de sorte que le sport profite à tous.

Vision : le sport doit être juste, sécuritaire, accessible, et inclusif.

Référence : [www.cces.ca](http://www.cces.ca)

Publié : 14 mars 2024

---